

**Auteur** : Allemagne

**Commission** : Conseil de l'Union Européenne sur la Fiscalité

**Thème** : Vers une harmonisation fiscale européenne qui encourage la compétitivité économique, tout en intégrant des dimensions écologiques et innovatrices ?

La République Fédérale d'Allemagne est l'un des pays fondateurs de l'Union Européenne et en fait partie depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1958. L'Allemagne est une république parlementaire fédérale avec un chef de gouvernement (chancelier) et un chef d'État (président), qui assume essentiellement des fonctions de représentation. Actuellement, l'Allemagne est gouvernée par une coalition dite 'tricolore' associant les sociaux-démocrates (SPD), les libéraux-démocrates (FDP) et les Verts. L'Allemagne fait partie de l'espace Schengen depuis le 26 mars 1995, et fait partie de la zone euro depuis 1999. Le PIB (produit intérieur brut) de l'Allemagne représente 24,2 % du PIB total de l'UE.

L'Allemagne soutient les efforts d'harmonisation fiscale européenne qui équilibrent la compétitivité économique et les objectifs écologiques et novateurs. Un exemple de ceci est la mise en œuvre par l'Allemagne de la réforme fiscale écologique (ETR) en 1999, qui a augmenté les taxes sur la consommation d'énergie tout en réduisant les coûts de main-d'œuvre non salariaux, dans le but d'encourager l'efficacité énergétique et de stimuler l'emploi. L'ETR a permis de réduire d'environ 20 millions de tonnes les émissions de dioxyde de carbone et de créer quelque 250 000 emplois supplémentaires, démontrant ainsi le potentiel de l'intégration des considérations environnementales dans les politiques fiscales.

En tant que plus grande économie de l'UE, l'Allemagne joue un rôle clé dans les politiques écologiques de l'Union Européenne. L'Allemagne cherche à atteindre des standards environnementaux stricts dans la réglementation européenne, tout en cherchant à maintenir la compétitivité économique. L'Allemagne a mis en place sa propre transition énergétique ("Energiewende"), visant à réduire la dépendance aux énergies fossiles et à développer massivement les énergies renouvelables. L'Allemagne veut allier compétitivité et transition écologique : elle soutient une taxation carbone aux frontières de l'UE, pour éviter la concurrence déloyale des pays à faible réglementation environnementale.

L'Allemagne joue un rôle clé dans les politiques visant à encourager la compétitivité économique au sein de l'UE. L'Allemagne est l'un des plus grands défenseurs du marché unique européen, qu'elle considère comme essentiel à la compétitivité de l'UE sur la scène mondiale, pour que chaque pays soit en contrôle de ses politiques économiques tout en respectant les règles de l'UE. L'Allemagne souhaite renforcer la souveraineté économique de l'UE, face aux Etats-Unis et la Chine avec une politique industrielle commune. Toutefois, alors que l'idée d'une nouvelle dette commune de l'Union européenne est évoquée pour stimuler la compétitivité de l'UE, l'Allemagne n'est pas favorable à une mutualisation excessive des dettes en Europe, car elle estime que c'est important que chaque pays puisse garder sa souveraineté.

En 2021, l'Allemagne a signé un Accord sur la Fiscalité des Multinationales – OCDE (Organisation for Economic Co-operation and Development) /G20 qui vise à lutter contre l'évasion fiscale en imposant un impôt minimal mondial de 15 % aux grandes entreprises. Cela empêcherait les grandes multinationales d'échapper à l'impôt via des montages fiscaux, et donc faire augmenter la part de recette pour les pays membres.

Initialement apparu en 2003, puis revisité en 2021 jusqu'à 2024 la réforme : 'Directive sur la Fiscalité de l'Énergie' vise à adapter la fiscalité énergétique aux objectifs climatiques de l'UE, favorisant l'harmonisation des taxes énergétiques en Europe pour éviter des distorsions de concurrence. L'Allemagne cherche à soutenir cette directive pour la taxation sur les énergies et donc aller vers un

monde plus durable, cependant elle souhaiterait souligner l'importance de continuer à utiliser les énergies fossiles sans taxes dans les secteurs maritimes et aviateurs.

En conclusion, L'Allemagne soutient en principe d'une harmonisation fiscale européenne qui favorise la compétitivité économique tout en tenant compte des enjeux écologiques et innovateurs, mais les modalités précises et les compromis nécessaires sont des aspects essentiels à discuter dans le cadre des politiques européennes. L'Allemagne cherche souvent à promouvoir des politiques fiscales qui favorisent à la fois la croissance économique et la durabilité environnementale. Cependant, il peut y avoir des défis à surmonter, notamment les différences économiques et fiscales entre les pays membres, ainsi que les préoccupations concernant la souveraineté fiscale nationale.